

Assainissement et eau :

Pourquoi avons-nous besoin d'un
cadre mondial d'action



Assainissement et eau

Pourquoi avons-nous besoin d'un **cadre mondial d'action**

Il existe une crise mondiale de l'assainissement et l'eau et les gouvernements restent inactifs.

Or cette crise sape tous les efforts de développement ; elle est à l'origine du décès d'un enfant sur cinq,¹ elle ralentit les progrès de l'éducation ; elle alourdit le fardeau des systèmes de santé et elle entrave la croissance économique.

Ceux qui souffrent le plus sont les personnes vulnérables et marginalisées.

Les jeunes filles sont souvent privées d'éducation car elles doivent consacrer des heures à aller chercher de l'eau et bon nombre d'entre elles quittent l'école à la puberté en raison d'un manque d'installations sanitaires. Des millions de femmes passent au moins quatre heures par jour à aller chercher de l'eau – quatre heures qu'elles pourraient passer à gagner leur vie – et elles doivent prendre soin de ceux qui sont malades ou se meurent d'une maladie diarrhéique.

Jusqu'ici cette crise du développement n'a fait l'objet que de la plus timide des réponses internationales.

La cible 10 de l'Objectif 7 du Millénaire pour le développement (OMD) proclame une ambition mondiale de réduire de moitié le pourcentage de gens n'ayant pas accès à l'eau et l'assainissement d'ici à 2015. Toutefois, au taux actuel d'évolution, en Afrique sub-saharienne, l'objectif ne sera pas réalisé avant 2035 et la cible en matière d'assainissement ne sera pas atteinte avant le vingt-deuxième siècle.²

Le manque d'amélioration est un facteur majeur à l'origine des faibles progrès enregistrés dans la réalisation des autres OMD, eux aussi très compromis :

- **l'OMD 1 visant l'éradication de la pauvreté extrême et la faim**
- **l'OMD 3 visant l'élimination de la disparité entre les sexes dans l'enseignement**
- **l'OMD 4 visant la réduction de la mortalité infantile**

¹ OMS (2008) *Safer water, better health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health.*

² Basé sur les tendances énoncées dans le Rapport conjoint de suivi de l'OMS/UNICEF (2008).

Ce document se penche sur la réponse internationale actuelle à cette crise et met en exergue la faible priorité politique et financière qui est accordée à l'assainissement et à l'eau. Il montre que :

- globalement, l'aide augmente mais la quote-part consacrée à l'assainissement et à l'eau diminue ;
- l'assainissement et l'eau revêtent une importance vitale pour la santé et l'éducation ; pourtant il ne leur est accordé qu'un faible degré de priorité par les bailleurs et les gouvernements des pays récipiendaires d'aide ;
- l'aide ne cible pas les régions ou pays les plus pauvres du monde. Moins d'un quart de l'aide accordée au secteur de l'eau et l'assainissement est envoyée aux pays les moins avancés ;
- les bailleurs investissent de plus en plus dans des grands projets dans les zones urbaines qui ne bénéficient pas aux pauvres.

Les leaders internationaux ont déclaré que le manque de progrès dans la réalisation des OMD constituait une urgence du développement.³ Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a demandé qu'un effort extraordinaire soit déployé pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement qui sont les plus en retard et il a déclaré que 2008 serait une année critique pour faire des progrès.⁴

Ce document propose un cadre mondial d'action comprenant une rencontre et un examen annuels et un engagement afin de trouver les ressources requises pour s'attaquer aux faibles progrès enregistrés par le secteur. Ce cadre cherchera à rétablir à leur juste place les priorités de développement et à engendrer une allocation plus rationnelle des ressources. Ce document ne cherche pas à privilégier le secteur de l'assainissement et l'eau mais il plaide plutôt pour qu'il soit traité sur un pied d'égalité avec les autres secteurs essentiels et reconnu comme faisant partie intégrante de leur progrès.

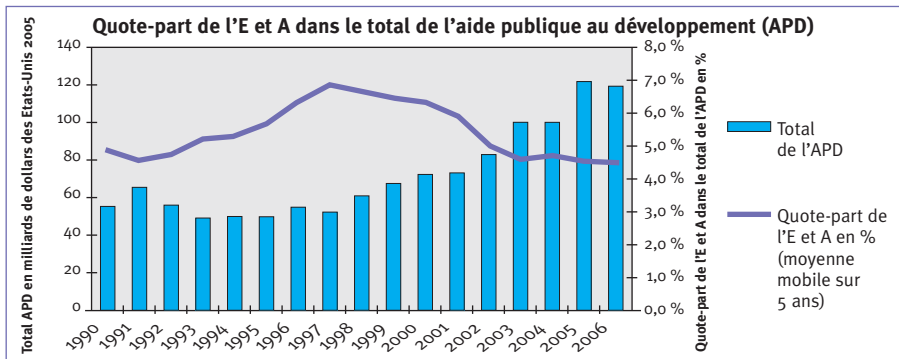
³ Par exemple, [Gordon Brown dans son discours](#) aux Nations Unies (2007). En anglais seulement.

⁴ [Discours de Ban Ki-moon](#) au Forum économique mondial (2008). En anglais seulement.

Un secteur négligé

L'aide est en hausse mais la quote-part du secteur recule

L'assainissement et l'eau continuent d'être laissés de côté. Alors que l'aide internationale a progressivement augmenté depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, dans le même temps, la quote-part des approvisionnements en eau et de l'assainissement (E et A) a diminué. En 2006, le total des flux d'aide au secteur atteignait 6,3 milliards de dollars. Or, le Rapport mondial sur le développement humain 2006 soutenait qu'il fallait que les flux d'aide augmentent d'environ 4 milliards de dollars chaque année.⁵ Toutefois, ce chiffre n'est qu'une sous-estimation puisqu'il ne tient pas compte des coûts de maintenance et de remise en état des installations existantes.



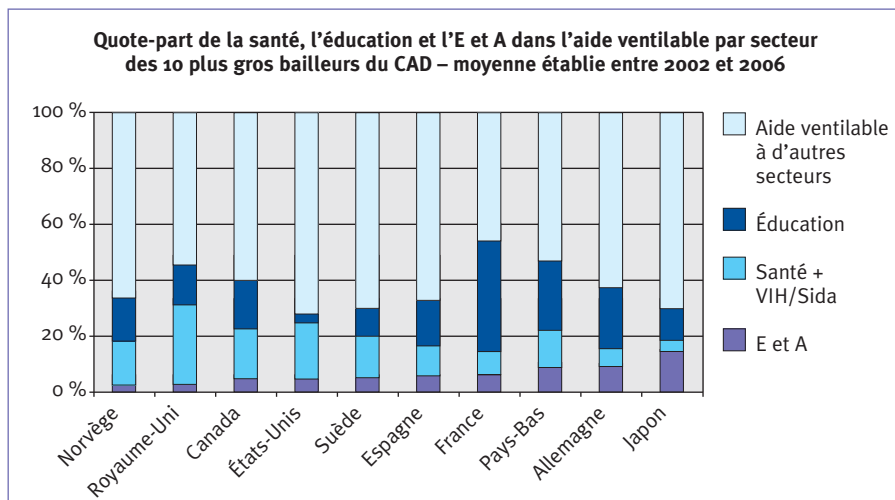
L'assainissement et l'eau constituent la pierre angulaire de la santé, l'éducation et la croissance économique

Les progrès de la santé et de l'éducation dépendent de l'accès à un assainissement abordable et à l'eau potable ; pourtant, les bailleurs semblent omettre de reconnaître l'interaction entre ces trois services essentiels.

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, l'interdépendance entre les trois secteurs s'est ressentie dans les niveaux d'aide. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, toutefois, les flux d'aide mondiaux destinés à la santé et l'éducation ont progressivement augmenté sans que l'on puisse constater une hausse correspondante pour le secteur de l'assainissement et de l'eau.

5 PNUD (2006) Rapport mondial sur le développement humain *Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*.

Le Japon est de loin le plus gros bailleur du secteur de l'assainissement et l'eau, avec 14 % de l'aide ventilable⁶ qui va à ce secteur, ce qui représente une moyenne de 8 % du total de l'aide japonaise au développement. Aux antipodes, on trouve le Royaume-Uni et la Norvège qui ne consacrent que 1,5 % du total de leur budget d'aide à l'eau et l'assainissement.



Les gouvernements des bailleurs expliquent souvent le repli des niveaux d'aide ventilable à ce secteur comme la conséquence du mouvement qui consiste à privilégier l'appui budgétaire direct. Mais, en 2006, le budget moyen des bailleurs de l'OCDE à l'appui budgétaire ne représentait que 3 % du total des dépenses d'aide.⁷

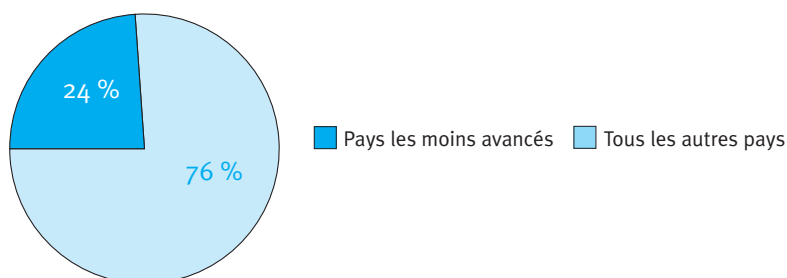
Les investissements des bailleurs omettent de cibler les pays les plus pauvres

La piètre coordination sectorielle et un suivi médiocre au niveau mondial font que l'aide n'est pas ciblée sur les pays les plus pauvres ayant les niveaux les plus faibles d'accès à l'assainissement et aux services d'eau.

⁶ Aide ciblée à des secteurs spécifiques de l'économie d'un pays récipiendaire.

⁷ Base de données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur <http://stats.oecd.org>

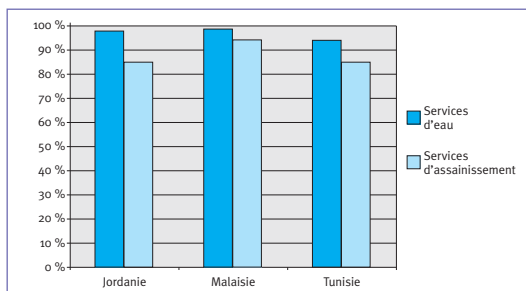
Quote-part de l'APD destinée à l'E et A selon le niveau de revenu des nations récipiendaires ; moyenne établie entre 2002 et 2006



La région du monde qui accuse le plus de retard pour atteindre les OMD est l'Afrique sub-saharienne. Au taux actuel de progression, la cible de l'OMD en matière d'eau ne sera pas atteinte avant 2035 et la cible de l'OMD concernant l'assainissement ne sera toujours pas atteinte d'ici un siècle.

Pourtant, aucun des cinq pays ayant reçu le plus d'aide destinée au secteur de l'eau et l'assainissement au cours des cinq dernières années ne se trouve en Afrique sub-saharienne. De 2002 à 2006, les pays les moins avancés ont reçu moins d'un quart d'aide à des fins d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En revanche, une grosse part est allée aux pays à revenu intermédiaire, comme la Malaisie, l'Indonésie et la Chine. Au cours des cinq dernières années, la Malaisie a reçu en moyenne 500 dollars d'aide pour chaque personne privée d'accès à l'eau. Au Madagascar, que l'Indice du développement humain place quatre-vingts places derrière la Malaisie, les personnes privées d'eau ont reçu une aide moyenne de 2 dollars.

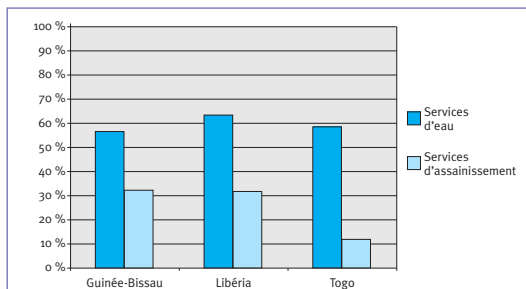
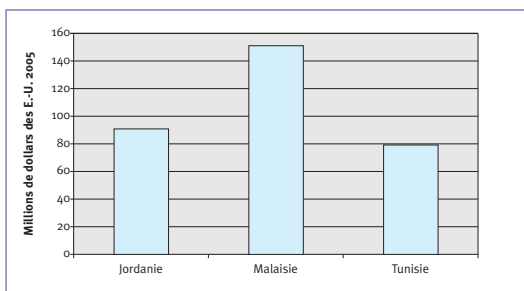
Les pays les plus pauvres sont les grands perdants



Niveau de couverture en E et A dans trois pays à revenu intermédiaire



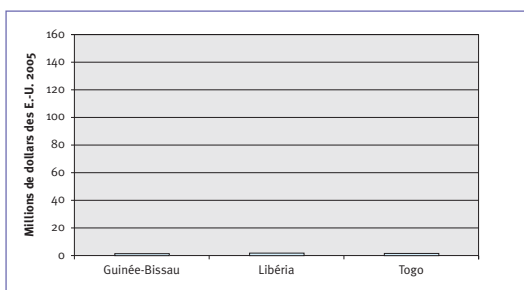
APD annuelle destinée à l'E et A – Moyenne entre 2002 et 2006 dans trois pays à revenu intermédiaire



Niveau de couverture en E et A dans trois pays les moins avancés

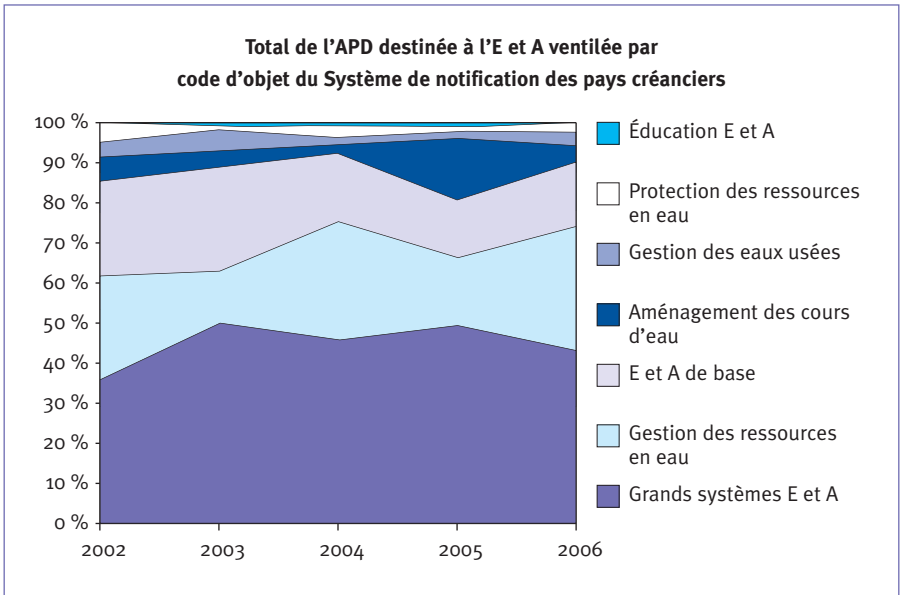


APD annuelle destinée à l'E et A – Moyenne entre 2002 et 2006 dans trois pays les moins avancés



L'aide ne gagne pas les communautés les plus pauvres

Un autre échec du système d'aide tient au fait que les fonds ne gagnent pas les communautés les plus pauvres qui n'ont pas accès aux services de base. L'investissement porte essentiellement sur des systèmes de tout-à-l'égout et d'adduction d'eau à grande échelle. De ce fait, les communautés pauvres des zones urbaines et rurales y perdent tandis que les ressources sont canalisées vers l'entretien des réseaux existants – en d'autres termes, l'aide subventionne les consommateurs qui bénéficient déjà d'un service d'eau. Globalement, l'aide au développement pour les services d'assainissement et d'approvisionnement en eau aux ménages plus pauvres a diminué depuis 2002.



Que doit-il se passer ?

Identifier et résoudre les déficits structurels du secteur

Une action concertée est indispensable pour garantir un progrès significatif vers la réalisation de l'OMD 7. Si les secteurs de la santé et de l'éducation ont, ces dernières années, pris des initiatives pour améliorer le volume et la qualité de l'aide, le financement du secteur de l'assainissement et l'eau continue d'être insuffisant et mal ciblé.

Les enjeux suivants méritent qu'on leur accorde une attention pressante :

- faibles niveaux de financement et de priorité accordés à un secteur qui revêt pourtant une importance critique pour tous les efforts de développement ;
- absence de suivi effectif des volumes d'aide et ciblage non différencié entre l'eau **et** l'assainissement⁸ ;
- absence d'un mécanisme ou d'un forum approprié permettant aux bailleurs et aux gouvernements récipiendaires de passer en revue les progrès accomplis et de formuler des réponses politiques.

Ciblage, autorité, redevabilité – un cadre mondial d'action

Un cadre mondial d'action est indispensable pour garantir un meilleur ciblage et plus de coordination des efforts, pour conférer davantage d'autorité permettant aux principales parties prenantes d'agir et pour accroître la redevabilité des acteurs au niveau national et international. Sans ces pièces maîtresses, le secteur de l'eau et l'assainissement continuera d'être à la traîne.

De multiples engagements internationaux ont été souscrits mais ces actions et ces déclarations n'ont aucune valeur contraignante et elles n'ont pas réussi à impulser le progrès du secteur. Il n'y a pas eu non plus de consensus émergent au sein des principaux acteurs internationaux concernant les obstacles au progrès du secteur susceptible d'informer des mesures de rattrapage coordonnées. Enfin et surtout, le secteur de l'eau et l'assainissement a souffert d'un manque de volonté politique de s'attaquer à une crise qui prive des millions d'hommes, de femmes et d'enfants de santé et de dignité.

⁸ Actuellement, le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE n'exige pas des bailleurs qu'ils distinguent les dépenses consacrées à l'eau de celles destinées à l'assainissement.

Tearfund et WaterAid, avec l'aide de la campagne Éradiquer le manque d'eau,⁹ plaident pour que les gouvernements s'attaquent à cette crise de toute urgence en convenant d'un **cadre mondial d'action pour l'assainissement et l'eau**. Ce cadre doit comprendre :

- **un bilan annuel du secteur ;**
- **une rencontre annuelle de haut niveau ;**
- **un engagement en vertu duquel aucun plan national crédible d'eau et d'assainissement ne pourra échouer par manque de fonds.**

Un bilan annuel du secteur

Il faut procéder à un bilan annuel pour rendre compte du volume de dépenses consacré au secteur, des performances du secteur et de l'efficacité du soutien des bailleurs, notifié en ventilant les dépenses d'assainissement d'une part et d'eau d'autre part. En outre, il faut analyser les niveaux d'investissements des pays en développement eux-mêmes dans le secteur. Le bilan devrait diagnostiquer et identifier les principaux engorgements et les faiblesses structurelles à l'origine de la crise actuelle. L'analyse se penchera à la fois sur la performance des bailleurs et celle des bénéficiaires et elle identifiera les écarts de financement.

Le Rapport d'évaluation annuelle mondiale sur l'eau et l'assainissement d'UN-Water (GLAAS) constitue un bon point de départ pour ce genre de bilan annuel mais il exige un nouveau développement afin de veiller à ce qu'il réponde aux objectifs indiqués plus haut.

Une rencontre annuelle de haut niveau

Une rencontre internationale de haut niveau sur l'assainissement et l'eau devrait avoir lieu une fois par an. Des fonctionnaires de haut niveau (à l'échelon ministériel) issus des plus grandes agences bilatérales et multilatérales de bailleurs et des représentants des régions affichant le plus de retard (Afrique et Asie du Sud) assisteront à cette rencontre. L'objet de la rencontre serait de passer en revue et d'évaluer les progrès mondiaux, en s'appuyant sur l'analyse présentée lors du bilan annuel. La rencontre identifiera des questions clés touchant les pays affichant du retard et les écarts de financement qui exigent une action concertée. Le but de la rencontre annuelle sera d'aboutir à un consensus sur les principaux défis du secteur et à une politique de rattrapage ou des actions de financement susceptibles d'être passées en revue durant les rencontres suivantes.

⁹ Éradiquer le manque d'eau est une coalition internationale d'organisations à travers l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique latine qui plaide pour l'assainissement et l'eau potable pour tous.

Aucun plan national crédible ne devrait échouer par manque de fonds

Pour que le secteur progresse, les gouvernements des pays en développement doivent renforcer les cadres nationaux en vue de planifier, de coordonner et de suivre la fourniture de services.

Un plan crédible se penchera sur les principales contraintes qui font obstacle à la réalisation des cibles des OMD dans les domaines de la politique, des données, des capacités et du financement. Il fournira :

- des cibles de couverture annuelles réalistes selon des calendriers permettant de mesurer les résultats et les progrès par rapport aux politiques clés ;
- des stratégies chiffrées et ventilées, y compris une réforme institutionnelle pour accélérer les progrès concernant la réalisation des cibles des OMD en matière d'eau et d'assainissement ;
- une analyse des entraves à la mise en œuvre et des stratégies permettant de les surmonter ;
- des actions politiques qui promeuvent l'équité, la viabilité et la redevabilité de la fourniture de services ;
- des indications montrant le mode de suivi et d'évaluation du plan.

La rencontre de haut niveau sera également chargée d'identifier des plans crédibles n'ayant pas réussi à mobiliser les fonds requis auprès de sources extérieures et de décider de réaligner le soutien des bailleurs afin de combler les écarts de financement découlant d'une piètre coordination au niveau mondial. En reconnaissance du fait que l'élaboration de cadres politiques robustes exige des ressources considérables, les participants à la rencontre de haut niveau souhaiteront peut-être aussi mettre en commun des ressources techniques et financières afin d'aider les pays en développement à consolider leurs capacités politiques et institutionnelles.

Conclusion

Les secteurs de l'eau et l'assainissement font partie de ceux qui affichent les plus faibles performances en matière d'ODD, l'assainissement étant celui qui est le plus à la traîne. Pourtant, ce sont aussi des secteurs qui sont indissociables des progrès réalisables au niveau de tous les autres ODD – tout particulièrement l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire et la réduction des deux tiers du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Les faiblesses critiques de l'eau et l'assainissement sont imputables à un échec de leadership. À présent, la communauté internationale du développement doit mettre sur pied de toute urgence les organismes de haut niveau qui s'imposent pour injecter des ressources humaines, techniques et financières dans les domaines qui affichent un retard dramatique.

Il est grand temps d'élaborer une approche intégrée et responsable envers le développement. Sans cadre d'action, nous continuerons d'assister à des injections de capitaux déséquilibrées et à des résultats de développement absurdes. Non seulement tout progrès vers la réalisation de la cible en matière d'eau et d'assainissement est peu probable, mais encore nous risquons réellement de ne pas atteindre bon nombre des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Tearfund et WaterAid appellent les gouvernements à s'attaquer de toute urgence à cette crise en convenant d'un cadre mondial d'action pour l'assainissement et l'eau, y compris :

- **un bilan annuel du secteur ;**
- **une rencontre annuelle de haut niveau ;**
- **un engagement en vertu duquel aucun plan national crédible ne pourra échouer par manque de fonds.**

**2,5 milliards de gens vivent sans assainissement.
Une personne sur huit vit sans eau potable.**

**WaterAid et Tearfund font campagne dans le cadre
du mouvement Éradiquer le manque d'eau,
une coalition internationale qui milite pour
l'assainissement et l'eau potable pour tous.**



www.endwaterpoverty.org

 **WaterAid**

47-49 Durham Street
London SE11 5JD, Royaume-Uni

wateraid@wateraid.org
www.wateraid.org

Immatriculée au registre des organisations
à but non lucratif sous le N° 288701
(Angleterre et Pays de Galles)
et SC039479 (Écosse)

 **tearfund**

100 Church Road
Teddington TW11 8QE, Royaume-Uni

enquiries@tearfund.org
www.tearfund.org

Immatriculée au registre des
organisations à but non lucratif
sous le N° 265464